

Unité départementale du Val-d'Oise  
Préfecture du Val d'Oise  
5 avenue Bernard Hirsch  
CS 20105 - CEDEX  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 18/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CAPREC (PROFIT RECYCLAGE)**

8, rue Denis Papin  
95250 Beauchamp

Références : ud95-2026-079  
Code AIOT : 0006520657

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement CAPREC (PROFIT RECYCLAGE) implanté 8, rue Denis Papin 95250 Beauchamp. L'inspection a été annoncée le 10/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site s'est inscrite dans le cadre de l'action nationale relative l'accidentologie dans les installations de transit, regroupement ou de tri de déchets visant à vérifier que tout est mis en œuvre par les exploitants pour éviter des sinistres sur de telles installations.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CAPREC (PROFIT RECYCLAGE)
- 8, rue Denis Papin 95250 Beauchamp
- Code AIOT : 0006520657
- Régime : Autorisation

L'établissement CAPREC (PROFIT RECYCLAGE) est une installation classée régulièrement autorisée pour ses activités de transit, regroupement et tri de déchets dangereux relevant de la rubrique 2718-1, ainsi que des installations de collecte et transit de déchets non dangereux relevant des rubriques 2710-2-a, 2716-1, 2713-2 et 2714-2 par arrêté préfectoral du 02 novembre 2018 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 août 2019.

La société est installée depuis 2016 sur le site de Beauchamp et effectue principalement de la collecte, du transit, du regroupement et du tri de déchets non dangereux. Elle a été reprise par la société CAPREC en avril 2025.

Dans la plupart des cas, ce sont les camions de la société qui viennent réceptionner les déchets sur les chantiers et chez les entreprises clientes. Les clients de la société sont tous situés dans la partie Nord de l'Île-de-France. Après les opérations de tri, les déchets pouvant être recyclés ou valorisés énergétiquement sont récupérés par d'autres entreprises, notamment la société HAUREC pour les ferrailles. Les autres déchets sont envoyés dans des installations de stockages de déchets non dangereux via les camions de la société.

17 salariés dont plusieurs chauffeurs travaillent pour la société. Le site fonctionne de 7h30 à 12h et de 13h30 à 18h du lundi au vendredi.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Accidentologie TTR
- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Ilotage	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9 II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
12	formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 02/11/2018, article 1	Sans objet
2	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 2 et 9. I	Sans objet
8	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
9	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Sans objet
10	Zone d'entreposage tampon	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12-1	Sans objet
11	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé 5 non-conformités qui nécessitent que des actions correctives soient prises à court terme par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Nature des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2018, article 1				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement ICPE				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées:				
Rubrique	Régime(*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2718-1	A	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses</b> mentionnées à l'article R. 111-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.	Volume de déchets dangereux : <ul style="list-style-type: none"> <li>Bâtiment principal (partie Sud) : stockage d'aérosols, pots souillés, peinture, colle de 1 tonne</li> <li>Bâtiment principal (partie Sud) : stockage de batteries usagées de 13 tonnes</li> </ul> <p><i>NOTA : Batteries contenant du « plomb » et de la « pâte de plomb », substances relevant d'un classement suivant la rubrique 4510.</i></p>	14 tonnes
2710-2-a	E	<b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets :</b> 2. Collecte de déchets non dangereux	Volume de déchets non dangereux : <ul style="list-style-type: none"> <li>Nord du site : stockage de métaux et petites ferrailles (10 bacs d'1m3 et 5 bacs d'1m3)</li> <li>Sud du site : stockage de ferrailles de 600m3</li> </ul>	615 m <sup>3</sup>
2716-1	E	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes</b> à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Volume de déchets non dangereux non inertes : <ul style="list-style-type: none"> <li>Sud du site : stockage de DIB en benne de 40m3</li> <li>Bâtiment principal (partie Sud) : stockage de déchets en mélange issus des activités du BTP de 1050m3</li> </ul>	1100 m <sup>3</sup>
2713-2	D	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux</b> , à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Surfaces destinées aux activités liées aux déchets métalliques non dangereux : <ul style="list-style-type: none"> <li>Sud du site : stockage de ferrailles sur 13m<sup>2</sup></li> <li>Bâtiment principal (partie Nord) : stockage de métaux et ferrailles en bennes sur 65m<sup>2</sup></li> <li>Bâtiment principal (partie Nord) : stockage de métaux et ferrailles en bennes sur 190m<sup>2</sup></li> <li>Bâtiment principal (partie Sud) : stockage de ferrailles en vrac sur 25m<sup>2</sup> et une benne sur 13m<sup>2</sup></li> </ul>	310 m <sup>2</sup>
2714-2	D	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois</b> à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Volume de déchets non dangereux (papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) : Bâtiment principal (partie Sud) : stockage de déchets plastiques de 80m3, stockage de bois de démolition de 80m3 et stockage de papiers/cartons de 80m3	240 m <sup>3</sup>
2517	NC	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Surface sur le site PROFIT destinée aux activités liées aux déchets minéraux non dangereux inertes :	313 m <sup>2</sup>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>Sud du site : stockage de produits minéraux issus des activités du BTP sur 300m<sup>2</sup></li> <li>Bâtiment principal (partie Sud) : stockage de déchets de plâtre sur 13m<sup>2</sup>.</li> </ul>	
2710-1	NC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets	Quantité de déchets dangereux apportée sur le site PROFIT : Nord du site : stockage de batteries dans un bac	950 kg
2711	NC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques.	Volume de déchets d'équipements électriques et électroniques présent sur le site PROFIT : <ul style="list-style-type: none"> <li>Ouest du bâtiment principal : stockage de DEEE de 60m3</li> <li>Bâtiment principal (partie Sud) : Stockage de DEEE de 10m3</li> </ul>	70 m <sup>3</sup>
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	Les batteries contiennent les substances à phrases de risques H400 et H410 : « Plomb » et « Pâte de plomb ». Sur le site PROFIT, on retrouve au total : <ul style="list-style-type: none"> <li>Pâte de Plomb : 4883 kg</li> <li>Plomb : 3990 kg.</li> </ul>	8,9 tonnes
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	Est du bâtiment principal : stockage de 2 bouteilles de propane, soit 0,070t	0,07 tonne
4719	NC	Acétylène (numéro CAS 74-86-2)	Quantité d'acétylène présente sur le site PROFIT : Est du bâtiment principal : stockage de 2 bouteilles d'acétylène	0,112 tonnes
4725	NC	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	Quantité d'oxygène présente sur le site PROFIT : Est du bâtiment principal : stockage de 4 bouteilles d'oxygène	0,24 tonnes
4734 -2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	Quantité de produits pétroliers présente sur le site PROFIT : Est du bâtiment principal : une cuve double peau de GNR de 2500L	2,1 tonnes

#### Constats :

L'exploitant a d'abord commencé par détailler l'évolution des activités de l'installation depuis le changement d'exploitant. La situation administrative du site a ensuite été passée en revue, rubrique par rubrique :

2718-1 : l'exploitant indique qu'au vu de la difficulté d'évacuer les batteries plomb vers leur

exutoire, il n'en acceptait plus temporairement. Ceci a pu être constaté par l'Inspection lors du contrôle de terrain. La quantité de déchets dangereux présente sur l'installation était donc très faible.

2710-2-a : le volume de déchets non-dangereux pouvant être stockés sur site n'a pas changé. L'inspection a pu constater que le volume de déchets présents sur le site était inférieur aux prescriptions de l'arrêté.

2716-1 : le volume de déchets non dangereux non inertes pouvant être stocké sur site n'a pas évolué. La visite du site a permis de constater que ce volume était très inférieur aux 1100 m<sup>3</sup> autorisés.

2713-2 : La surface destinée aux activités liées aux déchets métalliques non dangereux reste inchangée, ce qui a pu être vérifié lors de l'inspection.

2714-2 : le volume de déchets non dangereux (papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, bois et textiles) stocké sur site est bien inférieur au maximum autorisé.

Concernant les rubriques notées dans l'arrêté pour lesquelles le site est non classé, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de changement.

**Cette situation et ces volumes d'activité n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Détection et surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

### **Prescription contrôlée :**

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

**Constats :**

L'Inspection a pu constater que l'installation était pourvue de 4 caméras thermiques, 2 par entrepôt, qui ont été installées début février 2026. Lorsqu'elles détectent une anomalie thermique, elles envoient une alerte via une application installée sur le téléphone du responsable du site et des directeurs. En plus de cette alerte, elle déclenche une alarme sonore dans l'installation. Actuellement, le système est en rodage car il déclenche une alerte en détectant les moteurs chauds des camions livrant les déchets. Selon l'exploitant, le système devrait être pleinement opérationnel dans les semaines qui suivent.

L'exploitant a précisé que chacun des bureaux du site était équipé d'écrans permettant de visualiser en permanence ce que voient les caméras. Hors des heures d'ouverture, l'application permet également de visualiser les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie.

Enfin, l'exploitant a indiqué que plusieurs personnes pouvaient arriver sur site, si nécessaire, en moins de 15 minutes hors des heures d'ouverture.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Rondes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;

- le parcours des rondes et les points d'observation ;

- la formation du personnel concerné ;

- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;

- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué qu'une ronde était effectuée sur tout le site chaque soir à 18H au moment de la fermeture. Cependant, celui-ci n'a pas formalisé cette ronde par des consignes. De plus, il ne



dispose pas d'un registre ou document permettant de justifier de sa réalisation. Enfin, alors que les arrivages de déchets peuvent intervenir jusqu'à 18h, l'exploitant n'organise pas de ronde deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site. **Ceci constitue une non-conformité**

**Non-conformité n°1 : l'exploitant n'a pas formalisé les consignes d'organisation des rondes et n'organise pas de rondes deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site. Il est demandé à l'exploitant de réaliser les rondes conformément à la réglementation dans un délai d'un mois.**

Concernant ce point l'exploitant a indiqué, qu'au vu de la faible quantité de déchets arrivant après 16h, il allait notifier à ses clients l'arrêt de la réception des déchets à partir de cet horaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Présence du plan de défense contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

[...]

**Constats :**

Par courriel du 17 février 2026, l'exploitant a transmis son plan de défense incendie. Il comprend des points essentiels tels que les schémas d'alerte en périodes ouvrées et non-ouvrées et le plan des réseaux. Par contre, les plans sont difficilement lisibles et mériteraient d'être simplifiés.

Pendant le tour du site, l'Inspection a constaté que le plan de défense incendie n'est pas mis à disposition à l'entrée du site. **Ceci constitue une non-conformité.**

**Non-conformité n°2 : l'exploitant n'a pas mis à disposition son plan incendie à l'entrée du site. Il lui est demandé de se conformer à cette prescription et d'en apporter la preuve à l'Inspection dans un délai de 1 mois.**

**Observation :** l'Inspection recommande à l'exploitant de simplifier les plans de l'installation avec la localisation des risques, par exemple, en indiquant avec des pictogrammes de danger les zones où sont présents les déchets dangereux et les déchets combustibles. De plus, l'exploitant doit s'assurer que son plan ait une résolution suffisante pour être facilement lisible.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est bien dotée de moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas réalisé d'exercice de défense incendie. De plus, il n'a pas communiqué de documents permettant de justifier de la formation du personnel sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b></p> <p><b>Non-conformité n°3 : l'exploitant n'a pas réalisé d'exercices de défense incendie et ne peut prouver la bonne formation de son personnel. Il lui est demandé de réaliser un tel exercice et de former son personnel sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Il devra transmettre les justificatifs du respect de ces prescriptions dans un délai de <u>4 mois</u>. Sans nouvelles de sa part dans le délai imparti, l'Inspection se réserve la possibilité de proposer à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure la société de respecter ces prescriptions.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 6 : Îlotage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9 II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots. La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face. La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres. Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot. Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m <sup>3</sup> de déchets combustibles ou à un m <sup>3</sup> de déchets inflammables.
<b>Constats :</b>  L'Inspection a pu constater que les déchets combustibles et inflammables sont bien organisés en îlots séparés par des murs coupe-feu REI 120 et/ou des allées de 5 mètres de largeur. Ainsi, le bois traité, le bois non traité et les cartons sont disposés en îlots séparés par des murs coupe-feu d'un côté de l'entrepôt Sud, tandis que les DIB (déchets industriels banals) sont situés de l'autre côté de l'entrepôt, les deux côtés étant séparés par une allée de plus de 5 mètres de largeur. De plus, la configuration de ces îlots est telle que leurs entrées sont situées à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours.  Cependant, lors de la visite du site, il a été constaté que le tas de bois traité avait une hauteur supérieure à celle des murs coupe-feu séparant l'îlot. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b>  <b>Non-conformité n°4 : le tas de déchets de bois traité a une hauteur supérieure à celle des murs coupe-feu. Il est demandé à l'exploitant de faire en sorte que ses tas de déchets aient une hauteur maximale de 6 mètres et que les murs coupe-feu aient une hauteur supérieure d'au moins 1 mètre à la hauteur du tas de déchet. L'Inspection demande une preuve du retour à la conformité dans un délai de <u>trois mois</u>.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Petits îlots**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 2 et 9. I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m<sup>3</sup> si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m<sup>3</sup> sinon ;</li><li>- les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ;</li><li>- la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.</li></ul> Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué qu'il ne stockait pas les déchets en petits îlots ce qui a pu être constaté lors de la visite du site.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Traçabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

**Constats :**

L'exploitant utilise le logiciel ECOREC pour le suivi des entrées et des sorties de déchets sur son site. Il a indiqué que la quantité de déchets dangereux présente sur site était mise à jour quotidiennement. Par courriel du 17 février 2026, il a transmis son état des stocks pour le 12 février 2026. Celui-ci indique bien la quantité de déchets sur site en précisant la quantité de chaque type de déchets (bois, cartons, inertes, etc.). L'exploitant a indiqué que l'extraction de l'état des stocks détaillé a pris du temps car le logiciel utilisé ne permet pas de relier facilement le type de déchets en entrée et en sortie. En effet, les opérations de tri effectuées sur le site ont pour conséquence que les déchets récupérés en entrée comme les DIB peuvent sortir sous plusieurs typologies (bois, cartons, etc.).

Cependant, l'Inspection rappelle que la prescription ne demande pas un état précis des stocks de déchets non dangereux mais plutôt une quantité globale de ces déchets. En cas de sinistre, il vaut mieux que l'exploitant donne cette information au plus vite plutôt qu'il prenne trop de temps à donner une information précise.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Stockage des batteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.

**Constats :**

L'installation ne stockait pas de batterie le jour de l'inspection. L'exploitant a néanmoins indiqué avoir acheté des bacs spécifiques munis de rétentions qui seront utilisés lorsqu'il recevra de nouveau des batteries plomb. Il a précisé que ces bacs seraient stockés à l'intérieur de l'entrepôt Nord et qu'il allait commander des couvercles pour s'assurer qu'ils soient étanches lorsqu'ils contiendront des batteries. Enfin, l'exploitant a indiqué qu'il ne recevait pas de batteries lithium sur son site.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Zone d'entreposage tampon**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Zone d'entreposage tampon du processus de tri. Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones : <ul style="list-style-type: none"><li>- les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ;</li><li>- les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri.</li></ul> Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m <sup>3</sup> et respecte l'une des deux conditions suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li><li>- elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li></ul> Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m <sup>3</sup> et respecte l'une des deux conditions suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li><li>- elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li></ul> Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie. Les prescriptions du présent article peuvent être adaptées par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que les camions transportant des déchets non dangereux les déchargeaient dans l'entrepôt Sud. Ceux-ci peuvent être ensuite déplacés derrière l'entrepôt pour les opérations de tri. Lors du tour du site, l'Inspection a pu observer la zone d'entreposage en amont du tri. Celle-ci faisait quelques mètres cubes et contenait des déchets de bois et cartons mélangés.  L'exploitant a indiqué qu'il n'était pas rare que les déchets en attente de tri restent dans la zone tampon après la fermeture du site lorsque les opérateurs n'avaient pas eu le temps de finir de les trier. Il a expliqué qu'au vu des périodes de réception des déchets, il serait très compliqué de vider cette zone chaque soir. <b>Il apparaît donc que la prescription est inadaptée au fonctionnement du site.</b> L'exploitant est donc invité à déposer un rapport à connaissance demandant à adapter cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du REX
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir connu d'incident ou d'accident sur son installation. L'Inspection a pu constater que le plan de défense incendie du site mentionne bien l'obligation réglementaire de transmettre une fiche de notification à l'inspection en cas d'accident/incident et de transmettre une analyse de l'accident ainsi que le retour d'expérience qui est en tiré dans les meilleurs délais après la survenue de celui-ci.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 12 : formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formation à la gestion des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie. L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée. L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :</li><li>- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;</li><li>- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;</li><li>- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;</li></ul> [...] <ul style="list-style-type: none"><li>- les moyens de protection et de prévention ;</li></ul> [...] La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que le personnel était formé en interne à la conduite à tenir en cas d'incendie et sur les moyens de prévention et de protection, mais qu'il n'avait pas de certificat attestant des capacités et connaissances du personnel. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b>  <b>Non-conformité n°5 : l'exploitant ne peut justifier de la bonne formation du personnel à la conduite à tenir en cas d'incendie ainsi que sur les moyens de prévention et de protection. L'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer que son personnel soit formé conformément à l'article visé et de lui transmettre les justificatifs dans un délai de 6 mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois